

## **Conseil national du 10 septembre 2015 – Discussion**

---

### **Didier Le Reste – Paris**

La situation de la Grèce interpelle sérieusement les forces de transformation sociale. Cela devient un sujet de tension dans nos débats. Nous n'avons pas sous-estimé cette Europe totalitaire, antidémocratique lors de notre Convention nationale, mais aujourd'hui nous devons nous réinterroger sur notre approche quant à la refondation de l'Europe. Pour ce qui est des réfugiés, solidarité oui, mais poussons le débat sur les responsabilités autour des aventures impérialistes et du système capitaliste qui va accentuer l'exploitation des travailleurs. Je propose une réunion spécifique sur cette question. Au niveau des régionales, rentrer plus vite en campagne et éviter de retomber dans les errements des collectifs antilibéraux de 2006. Je propose par ailleurs que soient désignés au sein de l'exécutif des porte-parole du PCF afin que celui-ci soit mieux représenté dans les médias audiovisuels.

### **Laurence Zaderatzky – Pas-de-Calais**

Réfugiés : résister au racisme et à la xénophobie. Répondre aux urgences humanitaires : devoir de protection, d'accueil, des voies légales et sécurisées, respect des droits de l'homme, liberté de circulation. Répondre fortement politiquement : pourquoi ces femmes, ces enfants, ces hommes fuient-ils ? Ils fuient des pays en guerre, des dictatures, la pauvreté. Qu'ils soient d'Erythrée, du Soudan, de Roumanie, de Syrie, le système capitaliste les broie. Communiste = internationaliste = pacifiste. Notre combat pour la paix doit être plus fort, nous devrions être à l'initiative sur cet enjeu. Sortons de l'OTAN, ce sera un bon signal. Pour financer la solidarité, reprenons la proposition de Die Linke : taxons les ventes d'armes.

### **Jean-Jacques Karman – Seine-Saint-Denis**

Loin de sous-estimer la crise internationale due aux méfaits de l'impérialisme, dont la France et la direction du PS sont partie prenante, je veux résumer mon intervention à la question grecque. Nous pouvons remercier Alexis Tsipras d'avoir démontré involontairement qu'une politique en faveur du peuple n'était pas possible dans le cadre de l'Union européenne capitaliste. Depuis des années, nous sommes un certain nombre de camarades à proposer une autre orientation. On nous a souvent pris pour des irresponsables. Aujourd'hui, au-delà du parti communiste grec, qui avait raison, même si la manière de procéder aurait pu être différente, d'autres en France envisagent maintenant une sortie de l'Union européenne, ainsi que les camarades de différents partis communistes d'Europe dont le parti communiste portugais. Nous l'avons dit, nous le répétons, un organisme créé par le capitalisme pour ses propres intérêts ne peut faire le contraire. 2016 sera une année de congrès. Il y a urgence à changer de stratégie. Il nous faut un programme et une stratégie de rupture avec le capitalisme : rupture avec la direction du PS pro capitaliste, rupture avec l'Union européenne capitaliste, rupture avec l'OTAN. Cette nouvelle stratégie révolutionnaire peut ouvrir une perspective à notre peuple. Mettons-la vite en pratique. Le plus tôt sera le mieux.

## **Christine Mendelsohn – Bouches-du-Rhône**

Au Forum européen des alternatives, nous avons décidé de nous battre ensemble pour qu'une partie des 1140 milliards d'euros que la BCE va injecter dans les banques sans contrôle d'utilisation servent à financer le développement des services publics, les investissements productifs et la transition énergétique. Les marches européennes prévues en octobre par le mouvement social européen peuvent nous permettre de poursuivre cette bataille d'idées. Elles partiront de Gibraltar, Berlin, Athènes et Londres, passeront en France début octobre et se rassembleront à Bruxelles le 15 octobre pour encercler le sommet européen. Cela participera au soutien à la résistance des militants grecs aux politiques européennes qu'ils vont poursuivre.

## **Hervé Bramy – Seine-Saint-Denis**

Parmi toutes les urgences humaines et les enjeux environnementaux, je veux dire un mot du climat. Ce n'est pas encore une priorité, pourtant les scientifiques confirment leurs constats. 2015 année la plus chaude, nouveau record de concentration du Co<sub>2</sub> dans l'atmosphère. Les réfugiés climatiques s'ajoutent aux actuels réfugiés (guerre et famine). Il faut un statut international aux réfugiés climatiques. Le climat est devenu une question politique à part entière car il faut changer le système, pas le climat. Par quoi et comment remplacer le gaz, le charbon et le pétrole ? Il s'agit de choix de société qui ne sont pas en dehors des enjeux des régionales ou du débat sur la France en commun : rail, agriculture, isolation thermique des logements, aménagement, mix énergétique... Nous éditons un quatre-pages de propositions qui accompagnent la pétition. Si les 100 milliards/an pour les PED ne sont pas sur la table à Paris il n'y aura pas d'accord. On risque alors d'aller vers les 3 °C à la fin du siècle. Préparons activement notre participation à la grande marche pour le climat le 29 novembre.

## **Jean-François Tealdi – Alpes-Maritimes**

La campagne « Libérez les médias » répond à l'absence d'idées autres que libérales dans la presse dominante et à la demande des militants. L'affiche et le tract doivent servir de supports à des débats initiés par les fédérations et sections avec le secteur médias ; couplés à des rendez-vous avec le quotidien régional, France 3 et France Bleu. Prévoyons une pétition sur le et pour soutenir nos propositions, exiger du gouvernement qu'il mette à l'ordre du jour du Parlement la proposition de loi visant à assurer le pluralisme, déposée en février 2013 par Marie-George et le Groupe ; programmons au niveau national des demandes de rencontres avec les directions de France télévisions et de Radio France.

## **Dominique Satgé – Haute-Garonne**

Notre fédération se félicite d'accueillir comme adhérent Christian Picquet avec qui nous travaillons en confiance depuis longtemps. Concernant les régionales, les discussions continuent dans notre région avec EELV en vue de constituer un rassemblement large porteur d'espoir, pour un pacte régional anti-austérité. Or, sur les contenus, nous sommes loin du compte. Il ne s'agit pas de demander à EELV d'adopter le programme du PCF, mais les communistes ne peuvent pas non plus accepter un simple ralliement aux positions d'EELV. Les militants communistes doivent pouvoir se reconnaître un minimum dans le projet, il en va de la dynamique de campagne. En

l'état, le texte proposé porte l'Europe des régions chère aux libéraux et reste très insuffisant sur l'austérité, la réforme territoriale, LGV, développement économique... Le PCF doit peser davantage sur les contenus, sur des propositions qui parlent au monde du travail.

### **Paul Barbazange – Hérault**

Dominique Satgé a donné une analyse de la situation en Languedoc-Roussillon/Midi-Pyrénées. Une large majorité des militants du 34 la partage. Mesurons-nous assez dans tout le Parti l'appauvrissement brutal et rapide, indiscutable des ouvriers, employés, cadres... ? L'hésitation au début juillet de nos parlementaires à voter contre l'austérité a choqué. Affrontons ces questions. Le rapporteur a dit « le mouvement des consciences en cette rentrée ». Il a un support. L'échec de Syriza. « Nous avons sous-estimé la violence de l'UE ». « Nous n'avions pas les cadres ». Ce n'est pas dans les 10 mois au congrès que ces questions doivent être travaillées. C'est maintenant dans un effort de réunions organisées des communistes : sections, cellules. Le relatif « écroulement » du PS et des mouvementistes libère des consciences. Sachons nous emparer de ces débats grâce à la mobilisation des communistes à la base.

### **Nathalie Vermorel – Saône-et-Loire**

En Bourgogne et Franche-Comté, après un été où chaque organisation a déroulé sa stratégie, les trois forces du Front de gauche (Ensemble, PC, PG) se retrouvent le 17 septembre pour construire une liste de rassemblement pour les élections régionales. Le PCF, pour rendre celle-ci incontournable, a décidé de nommer sa cheffe de file et de lancer des initiatives liant les questions nationales et régionales : vente solidaire de fruits et légumes ; présence devant les gares pour le service public ferroviaire ; semaine d'action pour une agriculture qui nourrisse producteurs et consommateurs en appui au projet de loi sur les prix agricoles.

### **Yves Dimicoli – Paris**

Des régions à la Nation et à l'Europe, il faut lutter pour que, avec l'euro, l'argent des Européens soit utilisé à les développer au lieu d'aller à la finance. En Grèce, comme en zone euro, ce n'est pas l'euro en soi qui s'y oppose, mais le système de pouvoirs qui utilise notre monnaie au service de la domination des marchés financiers (BCE, CE, gouvernements, dirigeants des banques et multinationales...). Sortir de l'euro ne changerait rien à ce système de pouvoirs et les difficultés s'accentueraient : spéculations déchaînées, prélèvements du capital accru, affrontement entre Européens avec les dévaluations compétitives... Surtout, on laisserait passer l'opportunité historique de partager l'immense pouvoir de création monétaire de la BCE pour affronter, avec un essor des services publics notamment, les défis communs à venir, comme l'accueil des réfugiés, l'éradication du chômage, les enjeux écologiques.... Le seul véritable plan B sur lequel il faudrait, sans tarder, organiser l'action et le débat de masse c'est celui que proposent le PCF et le PGE avec la création d'un Fonds social, solidaire et écologique de développement européen.

### **Annie Mazet – Drôme**

Nous sommes sur des combats difficiles mais, contrairement à certains à gauche, nous ne baissons pas les bras pour lutter contre l'austérité et le libéralisme. Sans attendre, engageons les combats pour poser des actes forts de démocratie et de solidarité. Nos prises de position permettent la dynamique à gauche et de construire des réponses sociales en mobilisant et en mettant au coeur les valeurs humaines. L'année prochaine, avec l'anniversaire de la déclaration de Maurice Thorez sur la « main tendue », créons les contacts, les liens avec l'ensemble des communautés religieuses.

### **Joël Gallais – Morbihan**

La question de « l'accueil des migrants » va peser sur la campagne. Comme pour les travailleurs détachés, faire le lien avec le capitalisme. OUI à l'accueil des migrants et NON à l'austérité, pour créer des emplois et assurer un accueil digne. Régionales en Bretagne. Accord FG acté, Xavier Compain (PCF) et Sylvie Larue (Ensemble) chefs de file. Construction d'un accord avec EELV sur ce qui nous rassemble. La question de l'énergie fait débat. Communiquer clairement sur le sujet de l'énergie nucléaire avec la perspective d'une « sortie progressive (cf. intervention PCF à l'université d'été d'EELV). L'argument « non cumul des mandats » est entendable (cf. « La France en commun »).

### **Gilles Ravache – Haute-Savoie**

Les communistes d'Auvergne-Rhône-Alpes viennent de faire le choix de construire une liste de large rassemblement, dans la démarche du Front de gauche. Ce choix manifeste l'attachement au FG et la volonté d'imposer le débat régional sur le coeur d'enjeux : sortir des politiques libérales et d'austérité. Le FN veut réduire la dépense publique, la droite Wauquiez aussi, le PS le fait au gouvernement, EELV a toujours voté pour, en Europe et au Parlement. Par exemple concernant les transports, l'enjeu est de refuser les cars Macron et refuser l'ouverture à la concurrence des TER. Proposer, comme le fait EELV, de créer un opérateur régional du ferroviaire et une régionalisation du fret ferroviaire, c'est faire exploser la SNCF et céder.

### **Marie-Christine Baudouin – Cher**

Partout dans nos échanges, la question du problème grec revient avec force.

Après l'espoir suscité en janvier, la déception est immense car malgré le vote du peuple et un gouvernement qui a voulu sortir des politiques austéritaires, ce choix n'a pu être appliqué.

Nous avons besoin d'éléments, de propositions concrètes, facilement explicables, crédibles, pour redonner l'espoir de pouvoir faire autrement car l'Europe et l'Euro sont au centre des questions et sont désignés comme tous les maux de notre mal vie alors que cette situation et cette crise est bien celle du capitalisme.

D'ailleurs, pourquoi ne nous emparons pas de la proposition de Jean-Luc Mélenchon de travailler à un plan B ?

Aujourd'hui, marginalisés par les médias, nous devons, au-delà du rassemblement, faire une ou des propositions afin de créer un événement d'envergure nationale qui nous permette de revenir sur le devant de la scène et dans le jeu politique.

A titre d'exemple :

- pourquoi ne pas porter une proposition de participation au gouvernement avec des propositions claires, bien définies, dans un programme de gauche qui mette au cœur « l'humain » ;
- Pourquoi ne pas proposer un référendum d'initiative populaire,...

### **Pierre Lacaze – Haute-Garonne**

La forme prime sur le fond et oui la lutte des classes est extrêmement dure. Dans ce contexte, je suis confiant dans la capacité du PCF à donner de l'espoir. On va réussir la Fête de l'Humanité car nos concitoyens veulent exprimer leur refus de l'austérité. Ils attendent un message du PCF et pas d'un Mélenchon qui cherche en permanence à faire le coucou dans nos initiatives. Je suis communiste, contre l'Europe des régions et pour les services publics nationaux. Les communistes de la région ont voté pour un traité contre l'austérité, pas pour être mis de côté. Ils doivent à nouveau être consultés.

### **Cécile Dumas – Alpes-Maritimes**

Il est important de prendre conscience de l'état de la crise sociale et crise de conscience. L'aggravation est terrible : gratuité de l'école attaquée, difficulté des familles à inscrire leurs enfants aux sports ou accéder à la culture, le sentiment d'abandon des quartiers populaires. Tout cela est marqué par la question suivante : « Est-ce possible d'obtenir de nouveaux progrès dans cette société ? » Donc le besoin de dialoguer avec la population est essentielle et le rôle de notre parti est bien de nourrir le débat public de nos propositions sans complexe et avec force.

### **Cédric Lattuada – Marne**

Sur les régionales, les débats sont à mon sens trop focalisés sur le 1er tour et notre rapport au PS, alors que nous devrions nous concentrer sur la démarche de rassemblement autour d'un projet anti-austérité. Attention d'ailleurs aux dérives possibles de notre volonté affichée de construire de larges rassemblements vers une démarche plus fermée. Entre les déclarations et les actes, il y a parfois des nuances. Ainsi, dans ma région on banalise trop la probable perte de tous nos élus. Nous risquons d'abdiquer petit à petit notre volonté de réussir à bousculer toute la gauche et de nous inscrire dans une optique majoritaire. En conséquence, on laisse émerger la fatalité de dispute de la victoire qu'entre la droite et l'extrême-droite. Nous devons avoir l'ambition inverse, l'affirmer haut et fort, même si ça froisse certains de nos partenaires.

Enfin, sur l'avenir à gauche, sans avoir de solution ficelée sur la démarche à entreprendre, on ne peut continuer dans une relative routine, à ne se cantonner qu'à vouloir rassembler et élargir le

Front de gauche. Nous sommes à une fin de cycle, et la situation exige de nous de faire des efforts considérables de créativité.

### **Daniel Cirera – Seine-Saint-Denis**

La Grèce comme leçon de politique. Le succès électoral n'atténue pas la confrontation de classe, au contraire ; question des alliances, des rapports de forces intérieur et en Europe ; pour changer l'Europe - c'est à dire changer les politiques européennes -, changer les politiques en Europe (à développer, évidemment). Le débat sur la Grèce, à gauche et entre nous, recouvre de fait le débat sur les conditions du changement en France, pour nous (grand soir ou processus de luttes).

Régionales: dans la confusion, revenir aux objectifs (indissociables) et aux meilleures conditions pour les atteindre: mise en œuvre de politiques en faveur des populations et du pays, empêcher la victoire de la droite et de l'extrême-droite (ne pas banaliser), avoir des élus communistes.

### **Martine Gayraud – Gard**

Nous avons défini, dans les treize régions, orientation et objectifs communs de rassemblement ; ces principes doivent maintenant être réaffirmés avec force, au regard de nos difficultés pour construire le rassemblement. Nous avons la responsabilité de dépasser les obstacles, nous allons avoir très peu de temps pour la campagne dans une période trouble et difficile, notre positionnement est essentiel pour donner souffle et dynamisme aux idées de changement et de faire autrement la politique. C'est ce qui devrait émaner de notre CN et de notre Fête de l'Huma pour faire bouger les choses.

### **Xavier Compain – Côtes-d'Armor**

Les résistances à la libre concurrence, l'alternative au dumping social et écologique appellent à des campagnes régionales, France, Europe. La crise du monde agricole exige d'affronter la rémunération du paysan en France, des outils de planification en Europe, une réforme agraire de dimension internationale visant la souveraineté alimentaire des peuples. Des ambitions régionales sont possibles, circuit court, gestion publique du foncier, conditionnalités aux entreprises agroalimentaires.